

Russian Geopolitics and the Reconquest of Spaces in Sub-Saharan Africa

Mbayo Mwana Muswe Daly

Assistant à l'Université Libre de Kolwezi.

Résumé

Depuis plus d'un siècle, l'Afrique entretient des bonnes relations avec la Fédération de Russie. Dès les années 1920, elle défendait l'anticolonialisme au congrès de Bakou. La chute de l'empire soviétique suscite un double sentiment : d'une part, on salue l'avènement du nouvel ordre mondial épris de paix et d'autre part, une grande catastrophe du vingtième siècle. A son accession à la magistrature suprême, le président Poutine veut redorer l'image de la Russie dans le monde. La nouvelle politique étrangère de la Russie accorde un intérêt particulier à la reconquête des espaces pivots en Afrique. Motivée par le désir de revêtir les attributs de puissance globale, la Russie s'engage sur le théâtre africain avec l'intention d'y contester l'hégémonie occidentale s'attaquant particulièrement aux intérêts de la France. A titre illustratif, le Mali, le Niger, le Burkina Faso et la République Centrafricaine.

Motsclés : Géopolitique, espaces pivots, hégémonie occidentale, Russie et Afrique

Abstract

For more than a century, Africa has maintained good relations with the Russian Federation. As early as the 1920s, she defended anticolonialism at the Baku Congress. The fall of the Soviet empire arouses a double feeling: on the one hand, we welcome the advent of the new peace-loving world order and on the other hand, a great catastrophe of the twentieth century. Upon his accession to the supreme office, President Putin wants to improve Russia's image in the world. Russia's new foreign policy places particular interest in reconquering pivotal areas in Africa. Motivated by the desire to take on the attributes of global power, Russia is entering the African theater with the intention of contesting Western hegemony, particularly attacking the interests of France. For example, Mali, Niger, Burkina Faso and the Central African Republic.

Keywords: Geopolitics, pivotal spaces, Western hegemony, Russia and Africa

1. Contextualisation de l'étude

Le craquellement du système international qui provoqua la disparition de l'un des deux principaux acteurs des Relations Internationales à savoir l'Union Soviétique a été pressenti de deux manières. Pour le président Vladimir Poutine, il s'agit de la plus grande catastrophe géopolitique du vingtième siècle¹ d'une part. D'autre part, la rupture suscite une lueur d'espoir car certains analystes estiment que le monde allait connaître une ère nouvelle de paix et de prospérité.

¹ Gazano Antoine, *L'essentiel des Relations internationales 6^{ème} édition*, Paris, Ed. Gualino, 2011, p. 42.

Francis Fukuyama², a qualifié la chute du socialisme de « *fin de l'histoire* ». Comme si tout était fini. Quelques années plus tard, certains événements ont contrarié cette lueur d'espoir qui n'est devenue qu'une utopie. Pascal Boniface, renchérit par la suite et constate que la chute du mur de Berlin et la dissolution de l'empire soviétique ont pu faire croire au début des années 1990, que le monde s'installerait durablement dans une période de paix.³

Force a été malheureusement d'observer que la stabilité n'était qu'éphémère et fragile ayant fait appel à plusieurs types de menaces sécuritaires dans plusieurs régions du monde. Le Système International autre fois bipolaire, est devenu multipolaire.

Dès lors, c'est l'avènement du Nouvel Ordre Mondial qui symbolise la victoire du bloc capitaliste sur le bloc socialiste. Arnaud Leclerc, constate qu'« *après l'effondrement du soviétisme, le plus vaste pays du monde est passé de la super puissance à l'humiliation, avant de redevenir un acteur majeur du monde multipolaire* »⁴.

Ayant accédé à la magistrature suprême vers les années 2000, le président Vladimir Poutine hérite de l'actif et du passif de l'empire Soviétique. Il s'est assigné pour objectifs à atteindre : la restauration de l'Etat et la redynamisation de l'hégémonie déchu.

Au plan mondial, les idées forces étaient basées sur la contestation de l'impérialisme américain, la réinstauration des rapports avec les Etats de la Communauté des Etats Indépendants de 1991, la lutte contre le terrorisme⁵, la création d'un nouveau pôle de domination dans le monde et en Afrique.

Comme pour Catherine Durandin⁶, Pierre Buhler⁷, Andrei Gratchev⁸ tous, ont relevé que coûte que coûte, la Russie dans sa géopolitique actuelle, veut redevenir une puissance mondiale. Elle se prépare depuis des longues dates pour son retour en force sur la scène mondiale comme l'incontournable interlocuteur des occidentaux.

En Afrique, une forte présence de la Russie a été remarquée. La diplomatie russe se recentra sur son voisinage immédiat dans les années 1990, et l'Afrique a quasiment disparu de son agenda. Le réengagement n'a commencé que vers les années 2000 sous l'impulsion de Vladimir Poutine⁹ président de la Russie.

Dans cette perspective, la Russie est à la conquête des parts des marchés qui se déroulent dans le cadre des échanges commerciaux ou celui de vente de matériels et équipements militaires, voire des échanges d'informations. La valeur de ces échanges a été multipliée par trois et dépassant les 19 milliards de dollars américains¹⁰ ayant conduit à l'organisation de la conférence russo-africaine de Sotchi en 2019. Elle reste au chevet de la République Centrafricaine, du Mali, de la République Démocratique du Congo en proie aux différentes crises qui frappent de plein fouet ces différents Etats.

² Fukuyama Francis, « *fin de l'histoire ?* », in Commentaire n°47, 1989, pp. 457-469.

³ Boniface Pascal, *Comprendre le monde : Les Relations Internationales expliquées à tous*, Paris, Armand Colin, 2017, p. 223.

⁴ Leclerc Arnaud, *Russie puissance d'Eurasie : histoire géopolitique des origines à Poutine*, Paris, Ed. Ellipses, 2012, p.9.

⁵ Mwayila Tshiyembe, *La politique étrangère des grandes puissances*, Paris, Ed. L'Harmattan, 2010, p. 176.

⁶ Durandin Catherine, *Que veut la Russie ?* Paris, Ed. De François Bourrin, 2012, p. 11.

⁷ Buhler Pierre, *La puissance au XXI^e siècle*, Paris, Ed. CNRS, 2019, p. 11.

⁸ Gratchev Andrei, la Russie à la Recherche de sa grandeur perdue, in Bertrand Badie et Dominique Vidal, qui gouverne le monde ? L'état du monde 2017, Paris, Ed. La Découverte, pp.214-223.

⁹ Ngoie Tshibambe Germain, *Les Relations Internationales Africaines*, Beau-Bassin, Ed. Editions Universitaires Européennes, 2018, p. 193.

¹⁰ Chema Salim, « *Un Sahel couleur kaki. Multiplication des acteurs, complexification d'enjeu* », in Recherches Internationales n°117, pp. 75-93.

Que veut la Russie en Afrique ? Quel est l'impact de son retour dans la région ? Telles sont les questions autour desquelles nous allons orienter les réflexions dans les points qui vont constituer cette dissertation. L'analyse de la géopolitique russe en Afrique (I) et les facteurs qui bloquent les ambitions de puissance de la Russie en Afrique (II), sont les deux principaux points qui seront traités dans les lignes qui suivent.

2. De la géopolitique Russe en Afrique au sud du Sahara

S'inscrivant dans sa logique de sa nouvelle politique étrangère telle qu'animée par les acteurs politiques actuels de la Russie, la géopolitique russe est marquée dans sa philosophie politique de reconquête des espaces en vue d'étendre son influence perdue. C'est dans cette perspective que la conquête de l'Afrique s'inscrit dans la volonté de la Russie de contrôler des espaces pivots.

Obligée de quitter l'Afrique au début des années 1990, la Russie revient avec une conscience claire des enjeux, mais aussi des défis de sa présence active sur le continent. L'offensive qu'elle y mène est alors faite de discrétion mais aussi d'un certain souci d'efficacité. Consciente de son incapacité de répondre aux grands défis géopolitiques de grande envergure en Afrique. Cette perspicacité résulte de son intérêt pour des opérations qui demandent peu de moyens financiers. De faibles ressources en hommes ou même par fois elle préfère sous-traiter la sécurité avec les sociétés privées comme c'est le cas avec le groupe Wagner, situation qui prévaut actuellement au Mali.

Elle se manifeste également par la réinstauration des rapports de coopération avec certains pays africains et par la priorité accordée à tous les espaces de coopération multilatérale pouvant servir son projet de puissance.

Le retour de la Russie en Afrique, met en exergue les puissances qui y sont présentes a des interactions qui les mènent à des grandes influences réciproques dans la région. Principalement, à cause de l'importance qu'y revêtent la maîtrise et le contrôle de l'espace.

En effet, la faible maîtrise de l'espace, aussi bien continental que maritime, suscite l'appétit des puissances qui, par des moyens variés, essayent de s'imposer en partenaires indispensables du développement ou de la sécurité. Elles bénéficient ainsi d'une marge de manœuvre suffisante pour contrôler des pans entiers de la production minière locale par le jeu des relations complexes qu'elles entretiennent avec l'élite politique au pouvoir.

La junte au pouvoir au Mali préfère en lieu et place de ses partenaires traditionnels traiter avec la Russie en échange des armes et munitions octroyer les carrés miniers.

La Russie compte s'imposer dans une Afrique convoitée en s'appuyant sur l'héritage soviétique autant que sur la volonté des régimes politiques de trouver des ressorts alternatifs de légitimité et de puissance face à la détérioration de leurs rapports avec l'occident.

Il s'agit, plus précisément, d'interroger les moyens que se donne la Russie dans la reconquête de son statut de puissance globale à partir de l'Afrique.¹¹ La géopolitique de la Russie vise principalement à sortir le pays du piège du containment régional tendu par ses adversaires. Elle ambitionne également de fournir à la Russie les moyens nécessaires au contrôle d'espaces d'influence et la capacité d'infléchir durablement la géopolitique des ressources

Ainsi, nous présenterons, tout d'abord, la stratégie russe, axée sur la conquête d'espaces à fort intérêt géopolitique, avant d'analyser les principaux obstacles à son projet de sa reconstitution en puissance en

¹¹ Fabrice Noah, « *La Russie dans le « Grand jeu » en Afrique Centrale : entre continuités et ruptures stratégiques* », in Centre Africain d'Etudes stratégiques pour la promotion de la Paix et du Développement (CAPEDE) n°1, 2020, pp. 1-14.

Afrique. C'est dans cette perspective que nous utiliserons l'analyse géopolitique dans l'optique de cerner l'espace considéré comme un enjeu par rapport aux puissances engagées.

3. La quête d'espaces d'influence au cœur de l'offensive russe en Afrique

Les nouvelles ambitions de la Russie en termes de politique extérieure, démontrent qu'en dépit de leur difficulté à s'entendre avec les Etats Unis, l'Europe face au conflit ukrainien, son attirance vis-à-vis de la Chine, les dirigeants russes n'ont qu'un seul rêve : celui de rétablir le grand empire dans le monde comme à l'époque de la guerre froide.

En décembre 2017¹², Moscou a obtenu de l'Organisation des Nations Unies une levée de l'embargo sur les armes pour équiper et former les unités centrafricaines. Environ 1300 hommes. Le retour de la Russie en Afrique, de Luanda à Port Soudan, en passant par le Caire est depuis largement commenté.

En plus, la rupture de relations diplomatiques de la junte au pouvoir au Mali avec la France et le départ des troupes françaises du Mali étaient les facteurs probants. Florence Parly ministre Française des armées qui a estimé en marge du forum de Dakar de 2018, que l'implication de la Russie en Centrafrique n'était pas un facteur stabilisateur pour la France¹³.

Le grand retour de la Russie en Afrique est à relever également dans le sommet Russie-Afrique qui s'est déroulé à Sotchi. Plus de 47 chefs d'Etats Africains réunis autour de Vladimir Poutine. La contestation des hiérarchies géopolitiques est un aspect déterminant de la percée russe en Afrique subsaharienne.

Absente de la région pendant de longues années, la Russie ne semble pas s'accommoder de l'existence d'une zone d'influence française avec les Etats-Unis. Sa conquête d'espaces à fort potentiel stratégique traduit alors sa volonté de bouleverser autant les certitudes que les continuités géographiques créées par la pression continue des puissances traditionnelles sur les routes minières et énergétiques régionales. Le contrôle des espaces pivots géopolitiques et l'instrumentalisation du multilatéralisme apparaissent comme les deux aspects de la stratégie russe de conquête de l'espace africain.

• Le contrôle des zones d'influence

La Russie estime son contrôle nécessaire au démantèlement de l'empire occidental tout en s'attaquant à leurs intérêts en particulier ceux de la France dans la plupart de ses anciennes colonies.

La vulnérabilité des positions concernées, doublée de leur situation stratégique sur les routes minières, renforce leur intérêt pour la Russie. Celle-ci semble particulièrement attirée par la permanence de zones grises sur une partie des territoires convoités. Dans la mesure où, elles servent l'action discrète de la Russie. Sa démarche se décline alors en la prise de contrôle progressive de secteurs où l'Etat n'a plus pied.

La Centrafrique apparaît comme le symbole du retour de la Russie dans la grande interaction des puissances en Afrique Centrale. Minée par une instabilité politique chronique, le pays est occupé, en partie, par des milices qui contrôlent plus de 80% de son territoire national¹⁴ et, par le fait même, le circuit de production de certaines ressources¹⁵. Cet état de quasi-faillite a favorisé la percée de la Russie qui a su profiter de l'échec de la MINUSCA, et du départ des troupes de la force Sangaris en 2016.

¹² Kalika Arnaud., « *Le grand retour de la Russie en Afrique* » notes de l'Ifri, centre Russie Nei, n° 114, pp.1-30.

¹³ Kalika Arnaud, Art.-Cit., pp. 1-30.

¹⁴ François Christophe, « *La crise centrafricaine, révélateur des nouvelles ambitions africaines de la Russie* », *Fondation pour la Recherche stratégique*, Note n° 13/18, Juillet 2018.

¹⁵ Lobez Clément, « *Retour de la Russie en RCA : entre multiples intérêts et lutte d'influence* », Grip, Août 2018.

Depuis lors, elle entretient des relations privilégiées avec le régime malien comme en témoignent la signature des différents accords de défense et de développement notamment avec l'envoi de plusieurs conseillers militaires russes.

La relation étroite entre la coopération sécuritaire et l'exploitation des ressources minières, dans le cas spécifique de la RCA, mérite d'être précisée. Si elle est coutumière du fait géopolitique en Afrique, cette contiguïté opérationnelle reste cohérente avec la stratégie russe qui consiste à gagner plus avec peu de moyens. La pleine conscience de la modestie de l'infrastructure géopolitique russe sur place oblige à une gestion rationnelle des moyens disponibles. Il demeure que l'exploitation des ressources par des compagnies proches de l'armée reste une stratégie ad hoc dictée par le contexte sécuritaire du pays. Une meilleure prise sur l'espace centrafricain permettrait, assurément, de passer à une diplomatie économique plus offensive comme le souhaitent les entreprises russes¹⁶.

Le bon sens de la Russie lui a également permis de renforcer sa coopération militaire avec la République Démocratique du Congo. Elle a pu, ainsi, réactiver une convention bilatérale, signée en 1999 et jamais appliquée, prévoyant des livraisons d'armes ainsi que des missions de conseil et de formation de spécialistes¹⁷. Le soutien de la Russie à la République Démocratique du Congo se fait sous forme de deal comprenant, outre la livraison de matériels militaires, l'envoi d'instructeurs civils et militaires ainsi que l'accès au réseau des autres partenaires de la Russie sur le continent.

La volonté de la Russie de profiter pleinement de la méfiance du pouvoir congolais vis-à-vis de l'occident a également abouti, comme en République Centrafricaine, à l'exportation de son expertise militaire jusqu'à la garde présidentielle¹⁸. Si les facteurs militaire et diplomatique semblent être au cœur de l'offensive russe en République Démocratique du Congo, ils n'en éludent pas l'aspect économique, voire géoéconomique.

L'action de la Russie en Centrafrique et en République Démocratique du Congo doit être comprise dans sa volonté de contester la zone d'influence de la France en Afrique Centrale et de l'Ouest et, par le fait même, les intérêts américains dans la région.

L'axe Soudan-Centrafrrique-République Démocratique du Congo créé par l'offensive russe apparaît comme une menace au projet de puissance française.

C'est ce qui explique l'embarras de la France face à la fulgurance et l'efficacité de l'action de la Russie en Afrique¹⁹. L'hostilité occidentale vis-à-vis de l'action russe pourrait renforcer l'alliance entre la Chine et la Russie fondée sur la défiance à l'infrastructure géopolitique occidentale en Afrique Centrale. Ladite alliance pourrait alors aboutir, à terme, à l'étirement de l'Afrique Centrale vers l'est du continent plus favorable à la Russie. Le continuum géopolitique que souhaite créer la Russie aux portes du pré-carré de la France constitue, nécessairement, une menace à la pérennité des intérêts occidentaux dans la région.

La nouvelle politique étrangère de la Russie bénéficie de l'image positive de l'ex-URSS considérée comme un allié majeur des mouvements de libération en Afrique. Cette proximité avec les causes africaines a participé à l'émergence d'une clientèle socialiste, au sein de l'élite gouvernante d'alors, utile

¹⁶ Randrianarimanana Philippe, « les russes veulent reconquérir l'Afrique », Slate Afrique, 2011.

¹⁷ Priestley Pascal, « Du Congo à l'Egypte, du Nord au Sud, le retour de la Russie en Afrique », article publié le 31 mai 2018, sur <https://www.tv5monde.com>. Consulté le 10/Janvier 2024 à 23 heures 23 minutes.

¹⁸ Many Riche, « RDC : La mécanique des fluides Reconfigurations politiques à la veille des élections de 2016 », Note de l'Ifri, 2015, p.17.

¹⁹ Malik Acher, « Coopération russo-centrafricaine : quand la France s'arrogue un droit de regard », article publié sur <https://www.français.rt.com>, consulté le 20 novembre 2023 00 heure 07 minutes.

au renforcement de la coopération militaire et économique. Même si son action est aujourd'hui plus pragmatique, la Russie post-soviétique reste attachée aux partenaires d'hier comme l'atteste sa participation à la conception et au lancement d'ANGOSAT, le premier satellite de communication angolais²⁰.

• les BRICS dans la stratégie de la Russie en Afrique

Le statut de la Russie au sein des Nations Unies est une ressource stratégique dont elle fait usage dans ses relations économiques avec ses alliés africains. Faire affaire avec la Russie, ou des sociétés proches du pouvoir, offre l'assurance d'une protection au sein du Conseil de sécurité. Cela semble expliquer les relations complexes qu'entretient l'entreprise Gunvor, spécialisée dans le négoce de pétrole, avec le gouvernement du Congo Brazzaville. Déterminée à diversifier ses partenaires, alors que les scandales liés à l'enrichissement illicite se multiplient, le régime de Brazzaville trouve en la Russie l'allié discret et le partenaire tant souhaité²¹.

Le Conseil de sécurité offre à la Russie un tremplin dans sa reconquête de l'espace africain en tant qu'objet de convoitises. Son statut de membre permanent lui donne une marge de manœuvre suffisante pour influencer la marche du monde et rallier à sa cause des pays qui voient en lui un allié de revers potentiel face à l'occident. La Russie profite ainsi de sa position pour mettre en œuvre une politique de puissance au service de la paix dans le monde.

C'est ainsi qu'elle a contribué au renouvellement des missions de la MINUSCA sans mobiliser de troupes²². Si ce soutien à la MINUSCA semble en contradiction avec la politique décomplexée qu'elle mène sur le terrain, l'abstention de la Russie lors du vote de la résolution 2448²³, vise alors à donner la flexibilité nécessaire à sa politique étrangère. Elle peut ainsi revendiquer une contribution effective au maintien de la paix tout en se posant en alternative nécessaire à une opération onusienne jugée inefficace.

L'engagement de la Russie au maintien de la paix en Afrique Centrale passe également par la République Démocratique du Congo où elle a déployé des troupes en 2011²⁴. Son intervention dans la région coïncide ainsi avec son projet de ceinture géopolitique aux abords de la zone d'influence de la France.

La Russie profite également du mandat du Conseil de sécurité pour renforcer sa coopération militaire avec divers pays du continent. La permanence des crises sécuritaires constitue ainsi une opportunité dont se saisit la Russie dans sa reconquête de l'espace africain.

La coopération en matière de défense représente une ressource géopolitique majeure pour la Russie dans le contexte de rivalité qui caractérise la plupart d'Etats africains. Son action en soutien au rétablissement de la paix donne un visage acceptable à son projet de puissance souvent décrié par ses adversaires. Elle lui permet, par ailleurs, de maintenir une présence active dans une région où les autres puissances disposent déjà d'un dispositif stratégique et sécuritaire important.

²⁰ Arkhangelskaya Alexandra, « *Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique* », in *Afrique Contemporaine*, Vol. 4 n° 248, 2013, p.71-83.

²¹ La protection russe trouve un écho dans le soutien que lui manifestent les pays africains à l'Assemblée générale des Nations Unies. Ainsi, la Russie a pu bénéficier de l'abstention de 25 pays africains à l'occasion du vote de la résolution 68/262 du 27 mars 2014 condamnant le rattachement de la Crimée à la Russie.

²² Le Conseil de sécurité accorde un renouvellement technique d'un mois à la MINUSCA, article publié le 15 novembre 2018 sur : <https://minusca.unmissions.org>. Consulté le 15 avril 2019.

²³ ONU, Résolution 2448 (2018), Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 8422e séance, le 13 décembre 2018.

²⁴ Arkhangelskaya Alexandra, Op. Cit., p.69.

La Russie bénéficie également d'un instrument géopolitique majeur dans les BRICS. Constitué de marchés émergents à fort potentiel de croissance²⁵, les BRICS représentent le pôle de puissance concurrentiel, par excellence, face aux « ténors » de l'OCDE. Le poids démographique autant qu'économique des BRICS, ainsi que le caractère rationnel, coordonné et offensif de leurs interventions en fait un acteur majeur de la coopération internationale en tant qu'outil géopolitique. Il apparaît, de ce fait, comme une alternative au multilatéralisme traditionnel dominé par les puissances occidentales.

C'est en ce sens que les actions menées par les BRICS constitue une opportunité stratégique pour la Russie. La perception favorable qu'ont les pays africains de cette politique sert les intérêts de la Russie déterminée à contester les positions occidentales en Afrique. Pour elle, les BRICS représentent une passerelle pour le renforcement de la coopération avec l'Afrique, et donc avec l'Afrique Centrale, théâtre majeur de la géopolitique des ressources.

La nécessité pour la Russie d'influencer la géopolitique des ressources, au plan mondial, l'oblige à s'installer autour des routes minières d'Afrique. Or, la forte concurrence pour le contrôle desdites routes rend nécessaire une approche multilatérale susceptible, à la fois, d'harmoniser la stratégie, de réduire les coûts et de donner à l'intervention la rationalité nécessaire à son efficacité.

Si la Russie ne dispose pas, contrairement à ses concurrents, d'une structure multilatérale éprouvée²⁶, elle peut se servir de la stratégie générale des BRICS dans son offensive dans la région. Le soutien qu'elle apporte à l'élargissement de la coopération des BRICS à l'Union Africaine, mais surtout aux organisations régionales africaines, apparaît comme une tentative de compenser l'absence de structure de coopération multilatérale russe.

Les relations entre les BRICS et l'Afrique représentent ainsi une opportunité dont peut se servir la Russie dans son projet de reconquête de l'espace africain. Elles restent pourtant insuffisantes au regard des ambitions de puissance de la Russie et des moyens dont disposent ses adversaires.

4. Les difficultés à la quête de puissance de la Russie en Afrique

L'analyse de l'offensive de la Russie en Afrique permet d'en saisir la complexité. Déterminée à contester les zones d'influence des puissances présentes dans la région, la Russie développe une politique africaine offensive mais discrète. Elle s'appuie, pour cela, sur l'héritage de l'empire soviétique et sur une lecture géopolitique des territoires efficace qui lui permet d'obtenir un effet maximal avec des investissements modestes. Il reste que la contre-offensive de la France et d'importantes limites structurelles constituent les principaux obstacles au projet de puissance de la Russie.

- **La France et la question de la stabilité des régimes politiques alliés en Afrique**

La nouvelle politique africaine de la Russie représente, incontestablement, une menace pour les intérêts de la France en Afrique. La quête de puissance qui l'inspire, et la détermination de la Russie à contester les certitudes géopolitiques dans la région, apparaissent comme autant de menaces au projet de puissance français. L'offensive de la Russie en Afrique se fait nécessairement au détriment de la stabilité des positions françaises. La pleine conscience du péril russe explique la réponse énergique de la France aux brèches créées dans son infrastructure géopolitique.

²⁵ Fodé Saliou Touré, *La coopération de l'Afrique avec les pays « BRICS », une troisième voie pour le développement de l'Afrique ?*, Université du Québec à Montréal, Montréal, 2013, p.1.

²⁶ L'accord de Lomé, progressivement remplacé par les accords de partenariat économique, et les Sommets France Afrique pour la France, l'AGOA et les Sommets Etats-Unis-Afrique pour les Etats-Unis.

Ainsi, la promesse du versement d'une aide de 24 millions d'euros et la livraison d'armes en Centrafrique, faite par le ministre des Affaires étrangères français Jean Yves le Drian en novembre 2018²⁷, apparaît comme une tentative de reprise en main. De même, l'intervention de l'aviation française contre des rebelles tchadiens, en février 2019, doit être mise en rapport avec le cas centrafricain dans la mesure où, contrairement à 2006 et 2008, le soutien français au régime d'Idriss Deby a été légal, voyant et totalement assumé²⁸.

Il s'agit, pour la France, de préserver un allié affaibli par les conséquences de la crise pétrolière ; et donc la chute pourrait servir de prétexte, comme en RCA, à l'installation de ses adversaires.

La France s'active également dans le renforcement de sa coopération militaire avec les pays d'Afrique Centrale. Consciente qu'il s'agit d'un volet important des rapports de la Russie avec ses partenaires de la région, la France s'assure de disposer d'une marge de manœuvre suffisante dans la gestion des questions sécuritaires.

Son engagement dans la lutte contre Boko Haram, à laquelle participe également les Etats-Unis, lui donne alors une influence certaine sur les politiques de défense des pays de la région ; mais aussi de s'assurer une part de marché dans le commerce des armes. Elle peut ainsi freiner l'avancée de Moscou, décidé à reconquérir sa place d'acteur majeur de ce segment sur le continent. La France trouve dans la faible autonomie de ses partenaires l'opportunité de renforcer sa présence dans la région et, par le fait même, d'affirmer sa stratégie de maîtrise de l'espace mise à mal par le cas centrafricain.

La préservation de la zone d'influence de la France en Afrique passe également par la stabilité de ses intérêts au Cameroun. L'impasse politique et sécuritaire que connaît le pays, depuis quelques années, fragilise le statut de partenaire nécessaire acquis par le régime au fil de son exceptionnelle durée. Pourtant, la France reste attachée au maintien du régime au pouvoir ; convaincue que la stabilité de ses intérêts en dépend.

La question centrafricaine a renforcé la crainte de la France de se voir supplanter par les grands émergents. Le soutien de la France à son partenaire vise alors à éviter la reproduction du cas centrafricain dans un contexte où la Chine et la Russie font figures d'alliés de revers potentiels. De même, la contestation du processus électoral en RDC s'explique également par la volonté de la France de réduire l'influence des grands émergents dans le pays. Le contrôle des ressources stratégiques constitue une raison suffisante, pour la France, d'exercer une pression sur le régime congolais pour des motifs démocratiques.

• **L'impact des limites structurelles du projet de puissance russe.**

L'analyse de l'offensive de la Russie en Afrique renseigne sur les ambitions géopolitiques qui l'inspirent. La méthode, les positions visées et la relative efficacité qui la caractérisent sont autant de preuves que la Russie s'imagine un destin africain. L'absence d'une infrastructure géopolitique russe, dans la région, constitue pourtant un obstacle majeur.

En effet, contrairement à ses adversaires, la Russie ne dispose pas d'une agence de développement solidement installée en Afrique. Il lui est ainsi difficile d'apporter le soutien politique nécessaire à ses entreprises et d'influencer les politiques locales en matière de développement. La faiblesse des moyens dont dispose la Russie rend hypothétique toute tentative visant à contrer les manœuvres de la Chine ou

²⁷En Centrafrique, la riposte de la France face à la Russie, article publié le 5 novembre 2018 sur <https://www.courrierinternational.com>. Consulté le 10 avril 2019 à 14 heures 20 minutes.

²⁸ Christophe Châtelot et Nathalie Guibert, « Tchad : la France vole au secours d'Idriss Déby en bombardant des rebelles », publié le 7 février 2019 sur <http://www.lemonde.fr>. Consulté le 10 avril 2019 à 14 heures 40 minutes.

des Etats-Unis dont les banques dédiées au commerce extérieur soutiennent le projet de puissance dans la région²⁹.

Si le cas centrafricain a démontré qu'une démarche d'opportunité vaut autant qu'une diplomatie économique dynamique, il demeure improbable que la Russie reconfigure l'espace africain sans ressources financières conséquentes.

Les ambitions africaines de la Russie pourraient également pâtir de l'absence d'une plateforme de coopération bilatérale avec les pays africains. L'intérêt géopolitique d'une telle plateforme réside dans sa capacité de reconfigurer les espaces et de favoriser une gestion rationnelle des moyens disponibles.

La vitalité de plateformes de coopération concurrentes, telles que l'African Growth and Opportunity Act³⁰ (AGO) et les ACP-APE³¹, rend inconséquente toute stratégie ad hoc. Il devient alors impératif pour la Russie de développer une stratégie multilatérale authentique en complément de celle des BRICS. Par ailleurs, la volonté de la Russie de contester les hiérarchies géopolitiques dans la région est obérée par une diplomatie trop discrète. L'absence d'une diplomatie de présence réduit la capacité de la Russie d'apparaître comme un allié crédible. Elle constitue une faiblesse rédhitoire face à la France dont l'activisme continue de rassurer les régimes politiques de la région.

Conclusion

Somme toute, la géopolitique de la Fédération de Russie en Afrique subsaharienne, se résume dans la quête de la restauration de l'Etat Russe et de la renaissance du prestige d'une superpuissance déchue tant en Afrique que dans le monde. Ce rétablissement qui n'avait rien d'évident jusqu'au tournant des années 2000.

L'observation de la nouvelle politique africaine de la Russie, dont son offensive, a permis hauteur de vue de constater que la contestation des certitudes géopolitiques en est un des principaux piliers. Elle s'attaque ainsi, en priorité, aux intérêts des puissances occidentales particulièrement ceux de la France comme en témoigne le cas malien, nigérien, burkinabé et centrafricain.

Loin d'être une puissance vieillissante, elle peut bénéficier, pour cela, de l'héritage de son passé de partenaire économique de premier plan du continent. La dette de nombreux pays africains envers la Russie, évaluée à près de dix-neuf milliards de dollar, pourrait ainsi servir de fonds d'investissement destinés à renforcer les relations Moscou-Afrique. Dès lors, il s'avère évident que la Russie dispose, malgré quelques limites structurelles, de tous les atouts pour être du nombre des puissances africaines qui comptent. La situation sécuritaire légère en Afrique subsaharienne, pourrait servir l'ambition de la Russie de reconquérir des parts de marché dans le segment de l'armement.

En définitive, l'engagement de la Russie dans le concert des nations de manière générale et de façon particulière pour ce qui concerne les nations au sud du Sahara, mérite d'être perçu comme la contestation de l'impérialisme occidental.

²⁹ La China Exim Bank s'illustre en Afrique Centrale à travers le financement de nombreux projets stratégiques tels que la première phase et l'extension du Port de Kribi au Cameroun (respectivement 429 et 674,5 millions de dollars) et la réalisation de la Centrale électrique de Zongo II en RDC (360 millions de dollars), La US Exim Bank a participé, quant à elle, au financement du pipeline Tchad-Cameroun à hauteur de 300 millions de dollars.

³⁰ AGO (African Growth and Opportunities Act) est une loi sur la croissance et les opportunités de développement de l'Afrique. Loi Américain votée et promulguée en mai 2000, par le président américain Bill Clinton. Cette loi permet aux pays de l'Afrique Subsaharienne d'exporter sur le marché américain sans droit de douane.

³¹ ACP (Afriques Caraïbes et Pacifiques) est un cadre de coopération économique entre les Etats de l'union Européenne créé en 1975 par les accords de Lomé. APE (Accord de Partenariat Economique) outil aux pays ACP dans leur stratégie de développement économique et commercial.

Bibliographie

A. Documents officiels

1. ONU, Résolution 2448 (2018), Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 8422e séance, le 13 décembre 2018.
2. L'accord de Lomé, progressivement remplacé par les accords de partenariat économique, et les Sommets France Afrique pour la France, l'AGOA et les Sommets Etats-Unis-Afrique pour les Etats-Unis.

B. Ouvrages

1. Gratchev Andrei, *la Russie à la Recherche de sa grandeur perdue*, in Bertrand Badie et Dominique Vidal, *qui gouverne le monde ? l'état du monde 2017*, Paris, Ed. La Découverte, p.214-223.
2. Gazano Antoine, *L'essentiel des Relations internationales*, 6^{ème} édition, Paris, Ed. Gualino, 2011.
3. Boniface, Pascal, *Comprendre le monde : Les Relations Internationales expliquées à tous*, Paris, Armand Colin, 2017.
4. Buhler Pierre, *La puissance au XXI è siècle*, Paris, Ed. CNRS, 2019.
5. Brezinski Zbigniew, *Le grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde*, Paris, Ed. Bayard, 1997.
6. Durandin Catherine, *Que veut la Russie ?* Paris, Ed. de François Bourrin, 2012.
7. Leclerc Arnaud, *Russie puissance d'Eurasie : histoire géopolitique des origines à Poutine*, Paris, Ed. Ellipses, 2012.
8. Lobez Clément, « *Retour de la Russie en RCA : entre multiples intérêts et lutte d'influence* », Grip, 2018.
9. Mwayila Tshiyembe, *La politique étrangère des grandes puissances*, Paris, Ed. L'Harmattan, 2010.
10. Ngoie Tshibambe Germain, *Les Relations Internationales Africaines*, Beau-Bassin, Ed. Editions Universitaires Européennes, 2018.
11. Randrianarimanana Philippe, *les russes veulent reconquérir l'Afrique*, Slate Afrique, 2011.
12. Thual François, *la Géopolitique des Caucase*, Paris, Ellipses, 2004.

C. Articles et revues

1. Alexandra Arkhangelskaya, « *Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique* », in *Afrique Contemporaine*, Vol. 4 n° 248, 2013. pp.71-83.
2. Chema Salim, « *Un Sahel couleur kaki. Multiplication des acteurs, complexification d'enjeu* », in *Recherches Internationales* n°117, pp. 75-93.
3. Christophe Châtelot et Nathalie Guibert, *Tchad : la France vole au secours d'Idriss Deby en bombardant des rebelles*, publié le 7 février 2019 sur <https://www.lemonde.fr>
4. Fabrice Noah Noah, *La Russie dans le « Grand jeu » en Afrique Centrale : entre continuités et ruptures stratégiques* », in *Centre Africain d'Etudes stratégiques pour la promotion de la Paix et du Développement*, (CAPED) n°1, 2020, pp. 1-14.
5. Fodé Saliou Touré, *La coopération de l'Afrique avec les pays « BRICS », une troisième voie pour le développement de l'Afrique ?*, Université du Québec à Montréal, Montréal, 2013.
6. François Christophe, *La crise centrafricaine, révélateur des nouvelles ambitions africaines de la Russie*, *Fondation pour la Recherche stratégique*, Note n ° 13/18, Juillet 2018.
7. Fukuyama Francis, « *fin de l'histoire ?* », in *Commentaire* N°47, 1992, pp. 457-469.
8. Jean-Robert Jouanny et Public Eyes, *Gunvor au Congo. Pétrole, cash et détournements : les aventures d'un négociant suisse à Brazzaville*, Septembre 2017.

9. Juan Gomez, « *Appel sur l'actualité émission Radio France Internationale du 20 janvier 2020* » Radio France Internationale (RFI), émission appels sur l'actualité 2020.
10. Kalika Arnaud, « *Le grand retour de la Russie en Afrique* » notes de l'ifri, centre Russie N° 114, 2009, pp.1-30.
11. Malik Acher, « *Coopération russo-centrafricaine : quand la France s'arroge un droit de regard* », article publié sur [https:// :www.français.rt.com](https://www.français.rt.com), le 20 novembre 2018.
12. Manya Riche, « *RDC : La mécanique des fluides Reconfigurations politiques à la veille des élections de 2016* », Note de l'Ifri, Novembre 2015.
13. Pascal Priestley, *Du Congo à l'Egypte, du Nord au Sud, le retour de la Russie en Afrique*, article publié le 31 mai 2018, sur www.tv5monde.com